

**Synthèse des travaux
pour la plénière du 12 juillet 2007**

1. Remarques préalables

* Au regard des échéances, l'Avant Projet de Loi relatif à la participation d'amateurs à des représentations du spectacle vivant a globalement focalisé l'attention de la commission 2.

* Affirmation de la légitimité des membres du CSMA, des fédérations en particulier, à participer à la réflexion sur l'AVPL + regret de l'absence de représentants des syndicats de musiciens professionnels.

* Regret également quant à l'absence effective, lors de cette phase de concertation, du ministère en charge de la vie associative et des pratiques amateurs en général. Même si, in fine, Jeunesse & Sport s'est prononcé favorablement.

2. Sur l'Avant projet de loi (APDL)

2.1 Résumé du contenu de l'APDL

Le texte de l'avant-projet de loi et l'exposé des motifs des dispositions relatives à la participation des amateurs à des représentations du spectacle vivant, qui le précède, version de février 2007, nous apportent les informations suivantes :

* Une définition de ce qu'est un amateur dans le domaine du spectacle vivant.

* Le texte distingue ensuite deux cas possibles :

- dans un cadre non-lucratif, au sens du code du travail, les amateurs peuvent se produire en public aua-tant de fois qu'ils le veulent.

- dans un cadre lucratif, au sens du code du travail, les amateurs relèvent du travail – leur rémunération est alors obligatoire-

* Le texte prévoit ensuite que des exceptions à l'obligation de rémunération des musiciens amateurs dans le cas d'un cadre lucratif, sont possibles :

- pour un nombre limité de représentations et avec des exceptions qui seront précisés dans le décret d'application (en tenant compte des spécificités propres aux différentes disciplines et esthétiques).

- à condition que la participation d'amateurs soit alors mentionnée sur les supports de communication.

2.2 Les questions qui restent en suspend

* Le terme de « loisir » dans l'article 1.

* Dans l'article 1 toujours, la conjonction « et » induit que les deux conditions sont cumulatives. Pour être un amateur, il faut donc à la fois « exercer une activité artistique à titre de loisir » et « tirer ses revenus principaux d'autres activités ».

* La mention des « moyens habituels d'existence de salaires ou de revenus étrangers à cette activité » ouvre de nombreuses questions :

o Un musicien professionnel a-t-il droit à participer à des représentations publiques dans un cadre non lucratif, pendant ses loisirs, c'est-à-dire en tant qu'amateur (en fait on devrait dire en tant que bénévole) ? C'est le cas par exemple, dans les batteries-fanfars ou les harmonies où il est courant que des musiciens professionnels bénévoles, renforcent certains pupitres. Ou lorsque des musiciens, professionnels dans un genre, s'amuse au sein de formations amateurs dans un autre genre.

o Un enseignant de musique tire-t-il ses « moyens habituels d'existence de salaires ou de revenus étrangers » à l'activité de spectacle. Si oui, il peut donc, dans certaines circonstances, jouer comme un amateur (en fait plutôt comme un bénévole).

o La notion d'« existence » ouvre la question de la recherche de la nature des revenus. Un musicien professionnel peut-il faire du théâtre en amateur ? Un clarinettiste professionnel est-il un amateur quand il chante ?

* La définition exacte de ce qui permet de déterminer le caractère lucratif ou non lucratif du cadre de la représentation.

* Le nombre de représentations non rémunérées possibles dans un cadre lucratif.

3. Préconisations

3.1. Préconisations relatives à l'APDL

* Afin que le cadre défini par l'APDL soit bien compris, qu'il ne donne pas lieu à de mauvaises interprétations, un travail pédagogique nous semble tout à fait nécessaire et indispensable :

- auprès des musiciens eux-mêmes

- auprès des structures qui organisent et diffusent des spectacles amateurs (lieux de diffusions : associations, SMAC, secteur socio-culturel, collectivités, etc.)

- auprès des structures qui reçoivent des musiciens amateurs (locaux de répétitions, lieux ressources, structures d'accompagnement, d'enseignement musical, etc.)

- auprès des professionnels qui côtoient ces questions (bureau et membres des commissions CSMA, ministères, syndicats) .

* La détermination du caractère lucratif ou non-lucratif du cadre dans lequel se déroule le concert n'étant pas explicite, nous souhaitons que celui-ci soit accompagné d'un texte, d'une fiche technique, qui clarifie ce cadre, sur la base de nombreux exemples.

* Favoriser la reconnaissance d'une présomption de non-lucrativité. Les critères de non lucrativité étant complexes à manipuler et avec des zones mixtes importantes, il faut favoriser la présomption de non-lucrativité de certains organisateurs associatifs, occasionnels ou non. L'agrément Jeunesse-Education Populaire et la labellisation de certaines de leurs actions dans des scènes de proximité par exemple, devraient permettre de présumer de la non-lucrativité de ces actions pour les fédérations d'éducation populaire et les fédérations d'associations culturelles. De même l'établissement d'une charte.

* Une charte des pratiques en amateur et un partenariat de confiance avec l'URSSAF :

Des écoles, des structures d'accompagnement, des structures d'éducation populaire, des associations culturelles ou relevant de l'économie sociale et solidaire... sont demandeuses d'une charte des pratiques en amateur, précisant un certain nombre d'engagements concernant l'emploi dans le domaine du spectacle vivant. La signature de cette charte serait un élément de présomption de la non-lucrativité et pourrait par exemple ouvrir la possibilité pour les plus

importantes de ces associations, de devenir « partenaire de confiance » de l'URSSAF. Ce label existe déjà pour certains employeurs.

* Il est également important de continuer à travailler sur les décrets d'application. Notamment en continuant à faire remonter du terrain des exemples.

* Enfin : Quelles dispositions pour les bars, fest noz, tremplins ? Les décrets relatifs à l'APDL devraient peut-être prévoir des dispositifs spécifiques pour ces lieux qui sont des espaces privilégiés pour la diffusion des amateurs.

3.2 Préconisations d'ordre général

* Si la mission du Ministère de la Culture est d'embrasser l'ensemble des pratiques artistiques et culturelles, il devrait inclure le champ de l'éducation populaire et des pratiques en amateur, quitte à les avoir en partage avec Jeunesse et Sports.

* Dans le prolongement de cet avant projet de loi réglementaire, le Ministère devrait rendre publique sa politique globale, sa stratégie par rapport aux pratiques artistiques en amateur.

4. CONCLUSION

L'avant-projet de loi présente des avancées très positives.

Mais les autres questions liées aux pratiques amateurs ne doivent pas être éludées pour autant : notamment la formation des musiciens, la formation des encadrants, enseignants et formateurs, la diffusion des enregistrements, la structuration des associations...

Analyse détaillée de l'Avant Projet de Loi - Version fev 2007

Analyse qui s'appuie sur les travaux de la Cofac, qui a participé aux travaux de la Commission n°2 (voir l'analyse Cofac/Ufisc sur www.cofac.asso.fr)

L'avancée principale du texte est la définition positive de ce qu'est un amateur dans le spectacle vivant, et de le faire avec une loi, qui abrogera le décret du 19 décembre 1953.

* La loi a, par nature, plus de force que le décret et ce « texte » se trouvera au même « niveau » que les autres textes régissant l'organisation du spectacle en France (entrepreneurs de spectacle, licence, Code du Travail, en particulier l'article L762-1 qui prévoit la présomption de salariat pour les artistes de spectacle),

* Le nouveau texte remplace la notion de « groupement d'amateurs » (décret de 1953) par l'« amateur ». Elle permet d'inclure les personnes qui se présentent seules en spectacle en « amateur », et de différencier au sein d'un même groupe, les amateurs des professionnels,

* Cette définition apparaît simple et opérationnelle. Elle repose sur deux conditions cumulatives, claires et identifiables.

Les termes qui posent encore question

Dans l'article 1,

* Le terme de « loisir » a plusieurs sens. Selon la définition du Robert, « c'est le temps dont on peut librement disposer en dehors de ses occupations habituelles et des contraintes qu'elles imposent. ». Il véhicule l'idée d'activité accessoire, secondaire, par rapport à une activité principale, professionnelle. Or la supériorité d'une activité professionnelle par rapport à une

activité artistique, ou bénévole en général d'ailleurs, n'est plus du tout aussi évidente dans notre société aujourd'hui. L'investissement que mettent certains amateurs dans leur activité artistique dépasse largement celui qu'ils peuvent consacrer à une activité de « subsistance » par exemple. De même, des amateurs en voie de professionnalisation ne pratiquent pas leur art qu'à titre de loisir. Une pratique en amateur, tout comme un engagement associatif bénévole, peuvent structurer une vie, lui donner son sens. Est-on toujours dans la notion de loisir ?

* La conjonction « ET » induit que les deux conditions sont cumulatives. Pour être un amateur, il faut donc et « exercer une activité artistique à titre de loisir » et « tirer ses revenus principaux d'autres activités ».

* La mention des « moyens habituels d'existence de salaires ou de revenus étrangers à cette activité » ouvre de nombreuses questions.

o Un musicien professionnel a-t-il droit à participer à des représentations publiques dans un cadre non lucratif, pendant ses loisirs, c'est à dire en tant qu'amateur (en fait on devrait dire en tant que bénévole) ? C'est le cas par exemple, dans les batteries fanfares ou les harmonies où il est courant que des musiciens professionnels bénévoles, renforcent certains pupitres. Ou lorsque des musiciens, professionnels dans un genre, s'amuse au sein de formations amateurs dans un autre genre.

o Un enseignant de musique tire-t-il ses « moyens habituels d'existence de salaires ou de revenus étrangers » à l'activité de spectacle. Si oui, il peut donc, dans certaines circonstances, jouer comme un amateur (en fait plutôt comme un bénévole).

o La notion d'« existence » ouvre la question de la recherche de la nature des revenus. Un musicien professionnel peut-il faire du théâtre en amateur ? Un clarinettiste professionnel est-il un amateur quand il chante ?

L'enjeu de la définition du cadre non lucratif (article 2)

* Toute la logique du texte est articulée autour de la définition de la lucrativité, telle que définie à l'article L 342-11 du code du travail. Cet article définit un faisceau d'indices présumant de la lucrativité d'une activité : la fréquence, l'importance de l'activité, le recours à de la publicité et à du matériel professionnel.

Pour mémoire :

- L'article 324-10 du code du travail : Est présumé travail dissimulé par dissimulation d'activité l'exercice à but lucratif d'une activité de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services ou l'accomplissement d'actes de commerce par toute personne physique qui, se soustrayant à ses obligations :

a) n'est pas inscrit au registre des métiers ou du commerce (rédaction simplifiée par l'auteur),

b) ou n'a pas procédé aux déclarations qui doivent être faites aux organismes de protection sociale ou à l'administration fiscale en vertu des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

- L'article L 342-11 du code du travail : « Les activités mentionnées à l'article précédent, sauf preuve contraire, sont présumées accomplies « à titre lucratif » lorsque leur réalisation a lieu avec recours à la publicité sous une forme quelconque en vue de la recherche de la clientèle ou lorsque leur fréquence ou leur importance est établie ou, s'il s'agit d'activités artisanales, lorsqu'elles sont effectuées avec un matériel ou un outillage présentant par sa nature ou son importance un caractère professionnel « ou lorsque la facturation est absente ou frauduleuse ».

* Le nouveau texte prévoit deux « dérogations » à cet article, pour le spectacle vivant : l'utilisation de matériel professionnel (précisés dans l'exposé des motifs, comme les matériels

techniques et les lieux de diffusion) et l'usage de la publicité ne suffisent donc plus à présumer du caractère lucratif de l'opération.

* La lucrativité d'une représentation dans le domaine du spectacle vivant, repose donc sur l'analyse des deux autres critères : l'importance ou la fréquence. L'exposé des motifs confirme le caractère non-lucratif d'un spectacle s'il « est peu important dans son ampleur et ses moyens, s'il donne lieu à peu de représentations du même spectacle ». Cette définition est vague à dessein car les limites des moutures précédentes du projet de loi, ont montré les inconvénients de fixer une même limite chiffrée pour les différentes disciplines du spectacle vivant et pour tous les contextes.

* La limitation du nombre de représentations, les conditions d'application de cette limitation sont renvoyées à un décret d'application qui devra faire l'objet d'une concertation. L'intérêt d'inscrire cela dans un décret est la possibilité de l'ajuster en cas de besoin sans défaire la loi.

* Le cadre non lucratif au sens du code du travail n'interdit pas de générer des recettes, notamment de billetterie, à condition qu'elles ne soient pas distribuées entre les membres (principe élémentaire de non lucrativité au sens fiscal). Ces recettes doivent participer au fonctionnement de l'association, au paiement des éventuels professionnels qui y ont collaboré. Et au remboursement –sur justificatifs- des frais engagés par les amateurs.